

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 07/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PMA (ex CAPM) Déchèterie - MONTEVILLARS

8 avenue des Alliés - BP 98407
8 avenue des Alliés - BP 98407
25200 Montbéliard

Références : UID257090/SPR/EDB 2026 – 0327B
Code AIOT : 0012400407

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2026 dans l'établissement PMA (ex CAPM) Déchèterie - MONTEVILLARS implanté Usine de traitement des résidus urbains Site de Montévillars 25200 Montbéliard. L'inspection a été annoncée le 04/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le secteur de la gestion des déchets est particulièrement accidentogène, le phénomène majoritaire étant l'incendie (souvent causé par des batteries au lithium) et 50 % des événements déclarés concernant des activités de tri transit regroupement de déchets.

L'Inspection Générale de l'Environnement et du Développement Durable (IGEDD) et le Conseil général de l'économie, de l'industrie, de l'énergie et des technologies (CGE) ont émis, par un rapport de janvier 2023 sur le sujet, plusieurs recommandations qui ont été traduites en prescriptions au travers de plusieurs arrêtés ministériels afin de faire évoluer ou compléter les

dispositions réglementaires s'appliquant aux installations de tri-transit-regroupement de déchets.

L'inspection a donc porté sur l'action nationale 2026 sur l'accidentologie dans les installations de tri, transit, regroupement de déchets et notamment certaines prescriptions introduites par l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 qui a modifié les arrêtés ministériels pour les rubriques de tri-transit de déchets sur le volet "risques accidentels".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PMA (ex CAPM) Déchèterie - MONTEVILLARS
- Usine de traitement des résidus urbains Site de Montévillars 25200 Montbéliard
- Code AIOT : 0012400407
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Autorisé dès 1976 en tant qu'usine de broyage et de fermentation contrôlée de résidus urbains (arrêté du 10/08/1976) et usine d'incinération des refus de compostage (arrêté du 15/12/1977), le site de Montévillars a fait l'objet de cessations d'activités partielles pour ses activités liées à l'incinération et au traitement et stockage d'ordures ménagères. Ces activités sont actuellement régies par un arrêté complémentaire (28/05/1990) prescrivant une surveillance. Une déclaration d'antériorité en date du 19 août 2011 a permis de régulariser la situation administrative pour les autres activités liées au tri transit de déchets.

Le site est donc décomposé en 3 parties :

- Ancienne zone de stockage des ordures ménagères
- Le centre de transit, tri et regroupement dont les activités sont confiées à EMMAÜS. Ce centre héberge une activité de tri de bois ainsi que le tri de ferrailles. EMMAÜS dispose également d'un hangar dédié à une activité de vente spécifique à cette association et un bâtiment hébergeant leurs travailleurs. Par courrier du 19 février 2024, l'exploitant a notifié la cessation d'activité d'une partie des activités de tri-transit de déchets recyclables réalisées dans les hangars n°1 et n°2 (parties papiers et cartons). Cette cessation d'activité partielle a fait l'objet d'une lettre préfectorale du 24 avril 2025.
- La plateforme de broyage des encombrants, exploitée directement par le personnel de Pays de Montbéliard Agglomération (PMA). Il s'agit d'une plate-forme de tri, de broyage et de transfert des encombrants appelée Centre de Transfert de Montévillars (CTM). Les déchets non recyclables sont broyés afin de pouvoir être incinérés à l'unité de valorisation énergétique de Montbéliard ou évacués vers les centres d'enfouissement technique de classe 2 de Fontaine-les-Clerval ou Faverney.

L'inspection a été menée sur le centre de déchets géré Emmaüs et le centre de transfert géré par PMA.

Thèmes de l'inspection :

- AN26 Accidentologie TTR

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Détection et surveillance	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9 II.	Demande d'action corrective	2 mois
3	Rondes	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9 III.	Demande d'action corrective	2 mois
4	Présence du plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1 I	Demande d'action corrective	2 mois
5	Maîtrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1 II.	Demande d'action corrective	5 mois
6	Ilottage	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 6 . IV	Demande d'action corrective	5 mois
7	Traçabilité	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13. IV	Demande d'action corrective	2 mois
9	Entreposage des déchets de métaux	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11 III	Demande d'action corrective	5 mois
10	Modification du périmètre d'exploitation	Code de l'environnement du 29/12/2023, article R.181-46 II	Demande d'action corrective	5 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9 I.	Sans objet
8	Organisation liée au REX	Code de l'environnement du 11/08/2025, article R. 512-69	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

8 non-conformités ont été relevées lors de la visite :

- absence de détection incendie ;
- non-réalisation des rondes de surveillance ;
- plan de défense incendie incomplet ;
- absence d'exercice incendie ;
- non prise en compte de l'ilottage pour la gestion des stocks de déchets ;

- suivi de l'état des stocks de déchets insuffisant ;
- entreposage de déchets de métaux et papiers sur des surfaces non imperméabilisées ;
- activité de transit, regroupement de bois hors du périmètre ICPE.

Le non-respect des dispositions d'un arrêté préfectoral expose aux suites administratives et pénales prévues par les articles L. 171-8 et R. 514-4 du code de l'environnement.

Considérant que de nombreuses prescriptions sont applicables depuis janvier 2026 seulement et les actions prévues par l'exploitant, l'inspection ne propose pas dans un premier temps d'arrêté préfectoral de mise en demeure. Les réponses de l'exploitant et les résultats des actions correctives guideront la décision pour le moment suspendue.

Des actions correctives transitoires à court terme (délai de 2 mois) devront être mises en place en attendant le plan d'action de mise en conformité du site dans un délai de 5 mois et la mise en conformité effective du site avant le 31 décembre 2027. Ce délai est justifié par :

- l'importance des coûts nécessaires pour mettre en conformité le site ;
- la nécessité de prévoir ces investissements au budget de la communauté de communes dans un contexte d'élections municipales récentes ;
- le réseau internet insuffisant au regard de l'isolement du site qui nécessite des travaux pour créer une ligne (pour le report de la détection incendie) ;
- le déménagement des activités liées aux déchets gérés par Emmaüs prévu normalement début 2028 et qui permettrait de procéder à certaines mises en conformité par la cessation d'activité de certaines parties.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9 I.
Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation. <p>Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que : <ol style="list-style-type: none"> 1. Des bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ;

2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours.

Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m³/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ;
[...]

Constats :

Le site dispose des moyens de lutte contre l'incendie suivants :

- Téléphone fixe à l'accueil du centre de transfert et du centre Emmaüs.
- L'exploitant a communiqué le plan d'intervention du site mis à jour le 23/03/2026. Ce plan est affiché à l'entrée de la zone du centre de transfert de PMA mais pas à l'entrée de la zone de tri-transit d'Emmaüs. Ce plan comprend notamment la localisation du point d'eau, les armoires électriques, les différentes zones de déchets avec le type de déchets entreposé,
- 7 extincteurs sur le centre de transfert. Ces extincteurs étaient visibles et accessibles lors de la visite. Les extincteurs du centre de transfert ont été vérifiés le 4 septembre 2025. Le jour de la visite, les extincteurs du centre Emmaüs n'ont pas fait l'objet d'un contrôle de la part de l'inspection.
- le calcul D9 du dimensionnement des besoins en eau de l'exploitant (figurant sur le plan d'intervention du site) indique un besoin en eau sur 2h de 360 m³. L'exploitant dispose d'une bache souple à l'entrée du site d'une capacité de 360m³. Elle se situe à environ 200 mètres du centre de transfert et à 100 mètres des premières zone d'entreposage des déchets de Emmaüs. Cette réserve dispose de 3 poteaux d'aspiration pour le raccordement des engins de secours. Lors de la visite il a été constaté que des véhicules stationnent devant ces poteaux pour l'apport d'objets à Emmaüs.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant veillera à afficher le plan d'intervention à l'entrée du site d'Emmaüs et à mettre en place un affichage d'interdiction de stationnement devant les poteaux d'aspiration.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Détection et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9 II.

Thème(s) : Actions nationales 2026, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets

Prescription contrôlée :

Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour cela.

Lorsqu'une personne n'est présente sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours.

En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein de l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute, et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas « aux » petits îlots.

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.

Constats :

L'exploitant indique ne pas encore avoir eu une réflexion sur l'îlotage de ses zones de déchets.

Il ne dispose d'aucune détection incendie sur le site. Il indique être en cours de mise en place d'une caméra thermique au niveau de la zone des encombrants du centre de transfert mais l'isolement géographique du site engendre des problématiques de couverture réseau ce qui augmente considérablement les délais de mise en œuvre.

Lors de la visite, plusieurs zones de déchets combustibles ne répondant pas à la définition d'un petit îlot ont été constatées (liste indicative par sondage) :

- Hangar des déchets de bois « eco-maison » dans le secteur d'Emmaüs;
- Zone DEEE dans le secteur d'Emmaüs : la zone comprend un volume de déchets pouvant rentrer dans la définition d'un petit îlot mais la zone n'est pas matérialisée ni séparée de la zone de vente sous le bâtiment. Elle ne peut donc, en l'état, bénéficier de l'exonération de détection car ne répond pas à la définition d'un petit îlot.
- Hangar des palettes dans le secteur d'Emmaüs : il s'agit d'une zone dans laquelle Emmaüs récupère des palettes et les traite pour en faire du bois de chauffage. L'exploitant doit s'interroger sur les caractéristiques réglementaires de cette zone notamment au regard de l'arrêté du 29 juillet 2014 fixant les critères de sortie du statut de déchets pour les broyats d'emballages en bois (palettes, caquettes...) permettant leur usage en tant que biomasse dans les chaufferies. Si ces palettes ne répondent pas à ces critères, elles ne peuvent pas être utilisées en tant que biomasse et doivent donc être gérées en tant que déchets : elles

ne pourront pas être utilisées dans la chaufferie et la zone devra disposer d'une détection incendie.

- Zone des déchets de ferrailles dans le secteur d'Emmaüs, sauf à justifier que ces déchets répondent à la définition de déchets incombustibles : déchets qui ne sont pas susceptibles de brûler. Sont qualifiés d'incombustibles des déchets constitués uniquement de matériaux classés A1 ou A2-s1-d0 au sens de l'arrêté ministériel du 21 novembre 2002 ou des déchets qualifiés comme incombustibles suite à la mise en œuvre d'essais réalisés selon un protocole reconnu par le ministère chargé de l'environnement.
- Zone pneus au niveau du centre de transfert ;
- Zone encombrants au niveau du centre de transfert ;
- Déchets sous le bâtiment du centre de transfert;
- Zone des DEEE stockés dans un container à l'extérieur : la zone comprend un volume de déchets pouvant rentrer dans la définition d'un petit îlot mais la zone n'est pas matérialisée. L'exploitant devra veiller à la séparation vis-à-vis des autres zones.
- 2 bennes de tri des encombrants entreposées en extérieur : ces bennes peuvent répondre à la définition de petits îlots. L'exploitant devra veiller à la séparation vis-à-vis des autres zones.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai de 5 mois, l'exploitant veillera à :

- définir le caractère combustible ou incombustible de chaque déchet présent sur son site ;
- se positionner sur la sortie du statut de déchets des palettes utilisées par Emmaüs pour le bois de chauffage, au regard de l'arrêté du 29 juillet 2014 fixant les critères de sortie du statut de déchets pour les broyats d'emballages en bois (palettes, cagettes...) permettant leur usage en tant que biomasse dans les chaufferies.
- fournir un plan d'action de mise en conformité pour la mise en place d'une détection incendie répondant aux critères de l'article 9.II de l'arrêté ministériel du 06/06/2018, avec une échéance limite de mise en conformité au 31 décembre 2027.

Dans un délai de 2 mois, l'exploitant mettra en place des mesures correctives transitoires permettant de prévenir un incendie au niveau du centre de transfert en dehors des périodes ouvrées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Rondes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9 III.

Thème(s) : Actions nationales 2026, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets

Prescription contrôlée :

A. - L'exploitant organise des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables afin de détecter au plus tôt un départ d'incendie ou un échauffement anormal selon les modalités suivantes :

a) Lorsque personne n'est présent sur le site après sa fermeture, l'exploitant organise une ronde dans l'ensemble de ces zones à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de

déchets sur le site ;

b) Lorsque l'exploitant organise une présence permanente sur le site, il s'assure que des rondes régulières sont effectuées dans l'ensemble des zones en dehors des périodes où des tris et traitements sont effectués.

B. - L'exploitant détermine les consignes concernant :

- la fréquence et les conditions de réalisation des rondes ;
- le parcours des rondes et les points d'observation ;
- la formation du personnel concerné ;
- le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe ;
- les actions à entreprendre selon des critères définis préalablement et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum.

Constats :

L'exploitant indique qu'aucune ronde n'est effectuée sur le site et qu'il va étudier cela par rapport aux spécificités du site.

En effet, le centre de transfert est en activité de 7h à 16h du lundi au vendredi. Toutefois, les dépôts des déchetteries ont lieu de 6h à 20h du lundi au samedi. Les conducteurs de bennes qui collectent dans les déchetteries ont la clé du portail du centre de transfert et viennent vider les bennes d'encombrants sur le quai de transfert. Ces déchets ne sont traités que le lendemain matin ou le lundi.

L'exploitant devra donc mettre en place des rondes à la fermeture du site et 2h après le dernier dépôt de déchets chaque jour où il y a des apports.

Concernant le secteur géré par Emmaüs, il y a une présence permanente sur le site mais aucune ronde n'est réalisée, il n'y a pas de consigne concernant les rondes à réaliser et le personnel n'est pas formé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai de 5 mois, l'exploitant veillera à fournir un plan d'action de mise en conformité pour la mise en place de rondes répondant aux critères de l'article 9.III de l'arrêté ministériel du 06/06/2018, avec une échéance limite de mise en conformité au 31 décembre 2027.

Dans un délai de 2 mois, l'exploitant mettra en place des mesures correctives transitoires permettant de prévenir un incendie au niveau du centre de transfert en dehors des périodes ouvrées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Présence du plan de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1 I

Prescription contrôlée :

Plan de défense contre l'incendie.

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 13 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- les plans de l'installation précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des îlots et petits îlots, des zones de réception de déchets, des zones d'entreposage tampon, des zones susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes.

Constats :

L'exploitant a présenté un plan de défense incendie.

Ce document est incomplet. Il ne comprend pas (liste non exhaustive) le plan des réseaux, le plan des îlots, il est incomplet sur les parties concernant la détection incendie et la chaîne d'alerte, il ne comprend pas la procédure précise de manœuvre de la vanne de confinement des eaux

d'extinction...
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant complètera son plan d'intervention dans un délai de 2 mois. Il veillera à le mettre à jour au fur et à mesure de l'évolution de son site et des futures mises en conformité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Maîtrise des sinistres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1 II.
Thème(s) : Actions nationales 2026, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
Prescription contrôlée : L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans. Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus. Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.
Constats : Le site dispose de moyens de communication (téléphones) permettant d'alerter les secours. L'exploitant a communiqué des courriels attestant de visites du SDIS sur son site. L'exploitant indique ne pas avoir réalisé d'exercice de défense contre l'incendie, il n'a pas non plus été en mesure de justifier de la formation de son personnel aux consignes fixées dans son plan de défense incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Dans un délai de 5 mois, l'exploitant devra organiser un exercice de défense incendie permettant de vérifier l'opérationnalité de son plan de défense incendie mis à jour et la bonne formation de son personnel. Un compte rendu de l'exercice sera transmis à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 5 mois

N° 6 : Ilotage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 6 . IV
Thème(s) : Actions nationales 2026, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les zones susceptibles de contenir des déchets, les déchets combustibles ou inflammables sont entreposés dans des îlots.</p> <p>La configuration géométrique de ces îlots est telle que tout point est situé à moins de dix mètres d'une face accessible par les services d'incendie et de secours sur au moins une face.</p> <p>La hauteur maximale d'entreposage est de six mètres.</p> <p>Les îlots sont délimités et séparés par des allées de largeur d'au moins cinq mètres. Cette largeur peut être supprimée en cas d'installation d'un mur coupe-feu de caractéristiques minimales REI 120, d'une hauteur dépassant d'au moins un mètre la hauteur maximale d'entreposage sur toute la longueur de l'îlot.</p> <p>Les îlots situés en entreposage extérieur sont délimités et situés à au moins dix mètres des bâtiments de l'installation. Cette distance peut être supprimée si le bâtiment est équipé d'une toiture qui satisfait la classe BROOF (T3) et si le bâtiment est isolé par une paroi REI 120 dépassant d'au moins un mètre de la toiture et du sommet de l'entreposage extérieur, ou si ces îlots sont équipés d'un système d'extinction automatique d'incendie déclenchant la mise en œuvre de moyens fixes de refroidissement installés sur les parois externes de l'entrepôt. Le déclenchement automatique n'est pas requis lorsque la quantité maximale susceptible d'être présente dans l'îlot extérieur considéré, est inférieure à dix m³ de déchets combustibles ou à un m³ de déchets inflammables.</p> <p>Les dispositions concernant l'entreposage des déchets combustibles ou inflammables ne s'appliquent pas aux petits îlots.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique ne pas encore avoir eu une réflexion sur l'ilotage de ses zones de déchets.</p> <p>Lors de la visite il a pu être constaté que la hauteur d'entreposage des stocks de déchets ne dépasse pas six mètres.</p> <p>Les îlots suivants ont été constatés dans le secteur géré par Emmaüs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Hangar des déchets de bois « eco-maison » sur la zone d'Emmaüs : bâtiment fermé d'environ 300 m² comprenant des déchets de bois combustibles. La largeur du bâtiment semi ouvert est d'environ 10 mètres. L'exploitant devra s'assurer que cet îlot est entouré

d'une allée libre de tout combustible d'au moins cinq mètres. L'îlot devra être délimité.

- Zone DEEE : la zone comprend un volume de déchets pouvant rentrer dans la définition d'un petit îlot mais la zone n'est pas matérialisée ni séparée de la zone de vente sous le bâtiment.
- Hangar des palettes (si la sortie de statut de déchets n'est pas justifiée) : le hangar fait environ 500 m². Le bâtiment est ouvert (uniquement un toit), chaque face est accessible par les services d'incendie. L'exploitant devra s'assurer que cet îlot est entouré d'une allée libre de tout combustible d'au moins cinq mètres. L'îlot devra être délimité.
- Zone des déchets de ferrailles, sauf à justifier que ces déchets répondent à la définition de déchets incombustibles : déchets qui ne sont pas susceptibles de brûler. Présence d'une zone de plus de 500 m² non délimitée.

Les îlots suivants ont été constatés dans le centre de transfert géré par PMA :

- Zone des pneus au niveau du centre de transfert : zone de stockage extérieure de moins de 500 m². L'exploitant devra s'assurer que cet îlot est entouré d'une allée libre de tout combustible d'au moins cinq mètres. L'îlot devra être délimité.
- Zone encombrant au niveau du centre de transfert. Il s'agit d'une zone d'entreposage extérieure qui se situe en contrebas du quai (bâtiment semi-ouvert). Cette zone comprend les encombrants et les broyats d'encombrants. La zone dispose de deux alvéoles de stockage délimitées par des blocs bétons. D'après les vues aériennes, les deux alvéoles font chacune moins de 500 m². Cette surface devra être confirmée par l'exploitant et délimitée. Les alvéoles sont délimitées par des murs béton. Toutefois, ils ne dépassent pas de 1 mètre par rapport à la hauteur des déchets et l'exploitant n'a pas su justifier de la résistance au feu REI 120 de ces parois. Ces deux alvéoles sont accolées en contrebas du bâtiment du quai de transfert. Il n'y a donc pas une distance de 10 mètres entre ces deux alvéoles extérieures et le bâtiment.
- Déchets sous le bâtiment du centre de transfert : le bâtiment fait une surface d'environ 700 m² d'après les vues aériennes. Il contient le broyeur des encombrants, une zone d'entreposage de palettes et 4 bennes de maximum 30 m³ (métaux, cartons, laine de verre, plâtre). L'exploitant devra réorganiser ces stocks soit en un îlot de 500 m² respectant les caractéristiques du présent article, soit en 5 petits îlots respectant la définition et les caractéristiques figurant aux articles 3 et 6 III de l'arrêté ministériel du 06/06/2018.
- Zone des DEEE stockés dans un container à l'extérieur : la zone comprend un volume de déchets pouvant rentrer dans la définition d'un petit îlot mais la zone n'est pas matérialisée. L'exploitant devra veiller à la séparation vis-à-vis des autres zones.
- 2 bennes de tri des encombrants entreposées en extérieur : ces bennes peuvent répondre à la définition de petits îlots. L'exploitant devra veiller à la séparation vis-à-vis des autres zones.
- Zone de réception des déchets : l'inspection alerte l'exploitant sur sa zone de réception des bennes d'encombrants vidées. En effet, les bennes sont vidées sur la plateforme devant le stock d'encombrants, les déchets sont triés au grappin puis entreposés sur le stock des encombrants pour ensuite être repris pour broyage et reversés sur la zone des broyats en contrebas. La zone de réception des déchets est définie à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 06/06/2018 : « zone dans laquelle les déchets sont réceptionnés par l'installation en vue d'une gestion ultérieure. Les zones qui ne sont pas vidées au moins quotidiennement et qui ne sont pas vides en dehors des heures d'exploitation de l'installation ne sont pas des zones de réception de déchets, mais sont des zones susceptibles de contenir des déchets ». D'après les déclarations de l'exploitant, les dépôts des déchetteries ont lieu de 6h à 20h du lundi au samedi. Ces déchets ne sont traités que

le lendemain matin ou le lundi. La zone de réception des déchets n'est donc pas systématiquement vides en dehors des horaires d'ouverture. Soit l'exploitant modifie son mode de fonctionnement pour respecter les caractéristiques réglementaires de la zone de réception des déchets, soit cette zone doit être considérée comme un îlot et doit à ce titre respecter l'ensemble des caractéristiques du présent article.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai de 5 mois, l'exploitant veillera à fournir un plan d'action de mise en conformité pour mettre en place des îlots conformes à la réglementation, avec une échéance limite de mise en conformité au 31 décembre 2027.

Il est précisé à l'exploitant que l'article 6 V prévoit la possibilité de solliciter des dérogations à ces dispositions à conditions de fournir des justificatifs acceptables :

« A l'exception des installations dont le dépôt du dossier complet d'enregistrement a été réalisé à compter du 1er janvier 2026, y compris les cas d'extensions ou de modifications d'installations existantes régulièrement mises en services lorsqu'elles nécessitent le dépôt d'une nouvelle demande d'enregistrement en application de l'article R. 512-46-23 du code de l'environnement, les prescriptions du IV, peuvent être adaptées par arrêté préfectoral.

A cet effet, le pétitionnaire transmet au préfet, en fonction de la nature des aménagements sollicités :

- une étude d'ingénierie d'incendie spécifique ou une étude technique précisant les mesures justifiant la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;*
- une étude de flux thermique démontrant que l'incendie généralisé d'une zone délimitée remplie au maximum de sa capacité n'est pas susceptible de soumettre les zones voisines ou les bâtiments voisins à un flux thermique supérieur :*
- à 8 kW/ m2, lorsque la zone est protégée par un système d'extinction automatique adapté ou par des moyens d'extinction prépositionnés couplés à une surveillance humaine permanente ;*
- à 5 kW/ m2, dans les autres cas. »*

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 5 mois

N° 7 : Traçabilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13. IV

Thème(s) : Actions nationales 2026, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets

Prescription contrôlée :

En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation. Cette comptabilité des stocks peut être réalisée par différence à partir des bons de pesée établis en entrée et en sortie du site ou par tout autre moyen équivalent défini par l'exploitant. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites

destinataires des déchets.
Constats : L'exploitant ne dispose pas d'un état des stocks de déchets non dangereux présents sur l'ensemble du site mis à jour hebdomadairement. Il réalise uniquement un état des stocks pour les déchets du centre de transfert une fois par mois avec la facturation. Les déchets gérés par Emmaüs ne pourront faire l'objet que d'une estimation du volume car il ne dispose pas d'un pont bascule. Pour les déchets gérés par Emmaüs, une estimation des volumes maximums susceptibles d'être entreposés permettra déjà aux services de secours d'anticiper les risques. L'inspection alerte l'exploitant sur les DEEE qui sont des déchets dangereux et doivent donc à ce titre faire l'objet d'un suivi quotidien des quantités.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans un délai de 2 mois, l'exploitant devra fournir l'état des stocks de déchets dangereux et non dangereux mis à jour.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Organisation liée au REX

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/08/2025, article R. 512-69
Thème(s) : Actions nationales 2026, Gestion du REX
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées. La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnées à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.
Constats :

Deux incidents sont à dénombrer sur le site ces 5 dernières années :

- Incendie du 16 septembre 2022 : la fiche de notification BARPI a été transmise par courriel du 23 septembre 2022. L'incendie est survenu sur un tas d'encombrant déversé par une benne de déchetterie un vendredi. Le site a fermé à 16h et l'incendie a été détecté à 16h20 par le personnel du site d'Emmaüs.
- Incendie du 11 avril 2025 : la fiche de notification BARPI a été transmise par courriel du 17 avril 2025. L'incendie est survenu sur un tas d'encombrant déversé par une benne de déchetterie un vendredi. Le site a fermé à 16h et l'incendie a été détecté à 21h par le personnel du site d'Emmaüs.

L'inspection relève que les rondes à la fermeture du site et deux heures après le dernier apport de déchet, l'obligation de vider la zone de réception des déchets avant la fermeture, ainsi que les dispositifs de détection incendie, prévues par les évolutions réglementaires, permettront à l'avenir de mieux prévenir ce type d'incident. Dans l'attente, l'exploitant devra mettre en place des mesures préventives transitoires avant l'été afin de limiter les risques d'incendie.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Entreposage des déchets de métaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11 III

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des sols et des eaux souterraines

Prescription contrôlée :

Le sol des aires et des locaux d'entreposage ou de manipulation des déchets ou matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Constats :

Les déchets de métaux gérés par Emmaüs sont entreposés sur une plateforme imperméabilisée. Toutefois, lors de la visite certains stocks étaient en appui et entreposés sur des talus en herbe ce qui ne permet pas de prévenir les risques d'infiltration des eaux de pluie susceptibles d'être polluées dans les sols.

De plus, face au hangar 2, il a été constaté la présence d'un stock de déchets de papiers entreposés à même le sol. Ce stock semble être présent depuis longtemps.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai de 5 mois, l'exploitant veillera à évacuer les déchets métalliques et de papier entreposés sur des surfaces non imperméabilisées et à organiser son site de sorte que les entreposages se fassent toujours sur des surfaces étanches.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 10 : Modification du périmètre d'exploitation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/12/2023, article R.181-46 II

Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance

Prescription contrôlée :

Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

Constats :

Par courrier du 19 février 2024, PMA a notifié à l'Inspection des Installations Classées une cessation de ses activités de tri-transit de déchets recyclables dans les hangars n°1 et n°2 gérés par Emmaüs et transmis un dossier de cessation d'activité complété le 9 décembre 2024. Cette cessation d'activité concernait les installations suivantes localisées sur les parcelles 12 et 16 section A :

- « hangar 1 » avec sa zone de retournement. Il s'agit d'une zone où s'est effectué le tri des cartons par Emmaüs, jusqu'en 2022, puis le stockage de meubles en 2023-début 2024 ;
- « hangar 2 » avec sa zone de retournement. Il s'agit d'une zone où s'est effectué le tri des papiers par Emmaüs, jusqu'en 2022, puis le stockage de meubles en 2023-début 2024.

La « mise en sécurité » de ces installations a été validée par une ATTES-SECUR en date du 14 février 2024 délivrée par le bureau d'études GEAUPOLE disposant d'un certificat pour le système SSP ATTES.

La « réhabilitation du site pour l'usage futur » a été validée par une ATTES-MEMOIRE relative à l'adéquation du mémoire de réhabilitation et à l'absence de nécessité de travaux de réhabilitation. Cette attestation a été délivrée par le bureau d'études APAVE disposant d'un certificat pour le système SSP ATTES. Cette attestation a été transmise le 9 décembre 2024. Lors de la visite, il a été constaté que le hangar 1 est utilisé par Emmaüs pour le stockage de meubles pour la revente (activité non ICPE) et que le hangar 2 est utilisé par Emmaüs pour l'entreposage de déchets de bois pour la filière "éco-mobilier" (activité de transit-regroupement de déchets de bois).

L'entreposage, transit, regroupement de déchets de bois est une activité classée au titre de la rubrique 2714 de la nomenclature.

Ce hangar a été sorti du périmètre ICPE lors de la cessation d'activité en 2024, si l'exploitant souhaite renouveler ses activités classées dans ce hangar il devra porter à la connaissance du préfet cette modification.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai de 5 mois, l'exploitant procédera à la régularisation des activités réalisées au sein du hangar 2 soit par l'évacuation des déchets soit par le dépôt d'un porter à connaissance.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 5 mois